

Pouvoir d'achat, un thème central de la campagne pour les Français



Cette semaine, un sondage Ipsos nous livre l'opinion des Français sur le pouvoir d'achat, thématique sensible s'il en est. L'enquête offre une approche originale qui donne du sens à cette notion devenue classique dans le débat public.

Avec Guillaume
Peltier

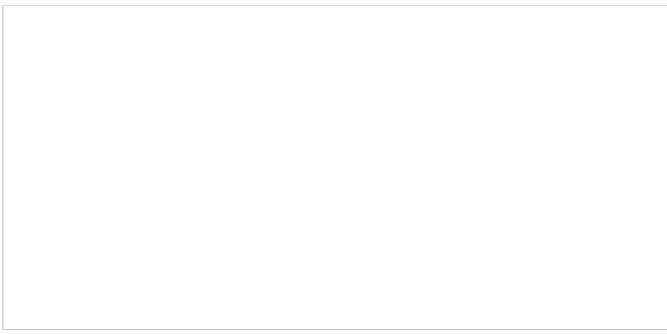
En année électorale, les thématiques prennent une résonance particulière. Cette semaine, un sondage Ipsos nous livre l'opinion des Français sur le pouvoir d'achat. L'institut note *qu'à la définition (trop sophistiquée ?) des indices répond le ressenti (simpliste ?) des consommateurs. D'un côté, une notion statistique de « pouvoir d'achat du revenu disponible brut », de l'autre, des vécus partagés par une majorité de Français. Décryptage de ces vécus.*

1. De la définition du pouvoir d'achat

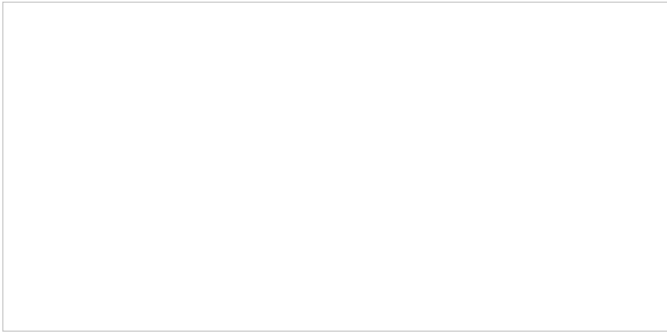
Pour une large majorité des Français (56%), le pouvoir d'achat est ce qui leur reste, chaque mois, après les dépenses incompressibles (loyer, assurances, gaz/électricité ...). En somme, **le pouvoir d'achat serait ce qui reste pour se faire plaisir, une fois les dépenses de fonctionnement du quotidien effectuées**. Trois autres façons d'évaluer son pouvoir d'achat existent, bien plus minoritaires auprès des Français. 17% d'entre eux évaluent leur pouvoir d'achat en faisant la comparaison entre l'évolution de ses revenus et des prix des produits de consommation courante. 15% l'estiment en fonction de l'évolution de leur qualité de vie et 12% au regard de leurs revenus.

1. Raison et sentiment de la dégradation du pouvoir d'achat

Contexte de crise oblige, une écrasante majorité de Français, **80%, ressent une dégradation de son pouvoir d'achat** 37% ont le sentiment qu'il s'est beaucoup dégradé, 43% un peu, 15% qu'il est resté stable et 5% qu'il a un peu (4%) ou beaucoup (1%) augmenté. Et dans le détail, quand on s'attache à trouver **les raisons de cette perte de pouvoir d'achat, c'est l'augmentation du prix de l'essence qui est citée en premier lieu (76%)** devant celle des prix des produits de supermarchés (75%), le prix de l'énergie (62%), l'augmentation des impôts et taxes (59%) puis des produits alimentaires des marchés (54%).



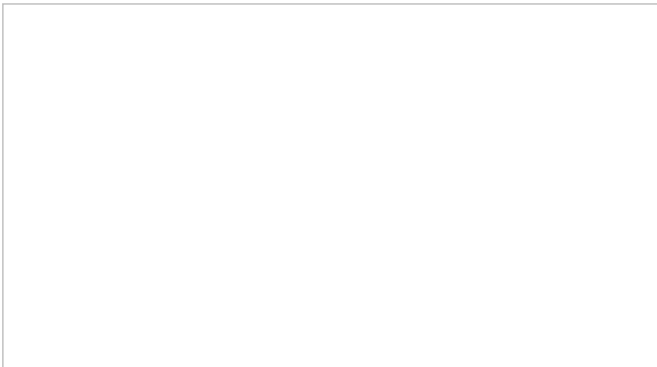
Une illustration de cette dégradation du pouvoir d'achat se trouve sur le graphique ci-dessous : un tiers des Français affirme faire ses courses... à l'euro près et un Français sur cinq à 5 euros près.



1.

2. Pouvoir d'achat et politique

Cette enquête montre un lien de corrélation entre le pouvoir d'achat et l'emploi. Cette idée se confirme lorsque l'on regarde à qui les Français font confiance pour prendre les décisions pour stopper la baisse du pouvoir d'achat. Premier enseignement, aucun acteur ne recueille la confiance d'une majorité de Français. En tête, c'est l'employeur à 42%, le plus à même d'avoir une incidence positive sur le pouvoir d'achat des Français. Les grandes enseignes de la distribution (19%) et les industries de l'agro-alimentaire (13%) ne sont pas considérées comme des acteurs efficaces. De même que les acteurs politiques, que ce soit l'opposition (26%), ou le Gouvernement (12%).



Comme pour le domaine de l'emploi, la fatalité sur le pouvoir d'achat semble être de mise. Comme si le contexte économique global et les crises successives annihilèrent le pouvoir politique et rendaient inéluctables le sentiment de dégradation. Pourtant, ce sujet fera partie de la campagne présidentielle pour les Français, pas comme sujet principal, 18% seulement des Français le pensent, mais comme l'un des sujets principaux (66%) ou un sujet parmi d'autres (16%). En 2007, Nicolas Sarkozy avait placé le politique au cœur de la campagne, qu'en est-t-il cinq ans après ?